

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43 rue du Docteur Duroselle  
16 000 ANGOULÊME

Angoulême, le 4 mars 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ITM LEMI (LOGISTIQUE EQUIPEMENT DE LA MAISON INTERNATIONAL)**

ZA La Touche, 584 rue des Chardonnerets 16 560 ANAIS

Références : 2026\_360\_UbD16-86\_Env16

Code AIOT : 0007202500

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 février 2026 dans l'établissement ITM LEMI (LOGISTIQUE ÉQUIPEMENT DE LA MAISON INTERNATIONAL) implanté ZA La Touche 16560 Anais. L'inspection a été annoncée le 21 janvier 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est produite dans le cadre du récolement des arrêtés préfectoraux complémentaires du 14 septembre 2023 et 13 février 2024 mais aussi sur des points de contrôles spécifiques sur les moyens incendie.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ITM LEMI (LOGISTIQUE ÉQUIPEMENT DE LA MAISON INTERNATIONAL)
- ZA La Touche 16560 Anais
- Code AIOT : 0007202500
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non
- IED : Non

La plateforme logistique ITM LEMI à Anais est soumise à enregistrement pour la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées.

Le site est composé de 3 installations pourvues d'une toiture dédiée au stockage (IPD) pour un volume total de 635 150 m<sup>3</sup> :

- IPD A d'une surface de plus de 55 500 m<sup>2</sup>,
- IPD B d'une surface inférieure à 15 500 m<sup>2</sup>,
- IPD C sous la forme d'un barnum de 2 019 m<sup>2</sup>.

Cette plateforme logistique, appartenant au groupe Les Mousquetaires, dessert les différents magasins de bricolage et de centre-auto du groupe soit 238 points de vente.

En plus des entrepôts, l'installation stocke des matériaux à l'extérieur sur une surface de 40 000 m<sup>2</sup>.  
En 2025, la plateforme a stocké pour 13 millions d'euros de produits.  
La base logistique fonctionne de 5 h à 21 h en deux équipes. Mais, en plus, il y a les inventaristes qui sont présents de 19 h à 3 h. Un poste de garde fonctionne 24h/24, 365 jours/an.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement des arrêtés préfectoraux du 14.09.2023 et 13.02.2024

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Détection automatique incendie IPD C	Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 2.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 7.2.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
6	Désenfumage dans la chaufferie	Arrêté Préfectoral du 28/11/2016, article 9.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Origine approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 28/11/2016, article 4.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
8	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 28/11/2016, article 4.3.7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 7.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 7.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
11	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 7.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
12	Dispositions constructives relatives à une partie d'un bâtiment abritant au moins un liquide relevant de la rubrique 4331	Arrêté Préfectoral du 28/11/2016, article 9.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/11/2016, article 7.4.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Comportement au feu des bâtiments	Arrêté Préfectoral du 13/02/2024, article 3.2.1	Sans objet
2	Comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 13/02/2024, article 3.2.2	Sans objet
4	Inventaire des substances ou préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 7.1.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des améliorations et des actions correctives sont à apporter dans les délais fixés pour la maîtrise du risque incendie :

- **sur les moyens de détection incendie principalement sur l'IPD C, à mettre en place sous 4 mois ; à défaut une mise en demeure sera proposée au préfet,**

- sur l'affichage de consignes de fonctionnement des vannes du système d'obturation des bassins recueillant les eaux d'extinction incendie,
- **sur les capacités de confinement des eaux incendie et de rétention déportée de la cellule de liquides inflammables, à défaut une mise en demeure sera proposée au préfet,**
- sur les exercices incendie et la révision du POI,
- sur le maintien en bon état des installations électriques,
- **sur la protection contre la foudre, à défaut une mise en demeure sera proposée au préfet.**

Par ailleurs, l'exploitation doit réduire le niveau de prélèvement d'eau provenant des forages afin de respecter la limite fixée dans l'autorisation préfectorale.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Comportement au feu des bâtiments

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/02/2024, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux abritant l'installation doivent respecter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures ;</li> <li>• couverture classe BROOF (T3) au lieu d'être incombustible ;</li> <li>• porte intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;</li> <li>• porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure ;</li> <li>• pour les autres matériaux : classe M0 (incombustibles).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis les documents des caractéristiques de réaction et de résistance au feu du local de charge des chariots élévateurs agrandi :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• MAISON BLEUE pour les murs coupes-feu</li> <li>• MALERBA pour les portes intérieures et extérieures ;</li> <li>• AMG AQUITAINE pour la couverture et le bardage ;</li> </ul> <p>Les dispositions constructives de l'extension de ce local sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les murs sont coupe-feu 2 heures (il n'y a pas de plancher) ;</li> <li>• la couverture est BROOF (T3) ;</li> <li>• les portes intérieures sont coupe-feu 2 heures (grandes portes pour la circulation des chariots élévateurs ; elles sont munies d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ; le déclenchement est relié à l'ensemble de la cellule) ;</li> <li>• les portes donnant sur l'extérieur sont pare-flamme 60 minutes ;</li> <li>• les autres matériaux sont bien incombustibles, de classe M0.</li> </ul> <p>Les caractéristiques sont conformes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Comportement au feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/02/2024, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Toitures et couvertures de toiture
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La toiture et couverture de l'auvent de la zone de déchets est de résistance au feu R15.</p> <p>Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositif d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p>

<p>Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être de dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commande automatique ou manuelle.</p> <p>Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'émettre des émissions odorantes, lorsque leur entreposage en intérieur est possible.</p> <p>Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ;</li> <li>• à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des bâtiments.</li> </ul> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis un document DL ATLANTIQUE attestant que la couverture et la toiture de la zone de déchets sont bien de résistance au feu R15.</p> <p>La zone de stockage des déchets est complètement ouverte en façade et à l'arrière sur la moitié de la longueur permettant l'évacuation des fumées et de la chaleur en cas d'incendie par un courant d'air naturel. Malgré cela, l'exploitant a mis en place des extracteurs de fumée en toiture à commande automatique mais aussi manuelle sur deux poteaux éloignés (1 boîtier principal de gestion du système d'ouverture et un boîtier secondaire redondant).</p> <p>Le réarmement, disposé sur un poteau, est mis en place à hauteur d'homme.</p> <p>Les dispositions sont conformes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Détection automatique incendie IPD C

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prescription générales applicables aux ICPE soumises à la rubrique 1510</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La détection automatique incendie, quelle qu'elle soit, telle que prévue au sein de l'article sus-mentionné, est mise en place dans un délai de 6 mois à compter de la notification de cet arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La détection incendie automatique n'est pas installée dans l'IPD C et le Barnum. Elle devrait être en place depuis deux ans.</p> <p>Suite au passage de l'inspection sur le site, l'exploitant a contacté le prestataire afin qu'il se rende sur place pour faire un devis.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit installer ce dispositif prescrit dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 septembre 2023 afin de prévenir tout départ d'incendie dans ce bâtiment.</p> <p><b>L'exploitant transmet à l'inspection :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le devis signé <u>sous 1 semaine</u></li> <li>- le document attestant de la mise en place du dispositif sous 4 mois.</li> </ul> <p><b>Il est rappelé que la persistance de l'absence du dispositif d'extinction automatique est susceptible de relever des dispositions du I de l'article L.171-8 du code de l'environnement, à savoir que l'inspection se verra dans l'obligation de proposer à Monsieur le préfet de mettre</b></p>

<b>l'exploitant en demeure de le faire.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### **N° 4 : Inventaire des substances ou préparations dangereuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 7.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Caractéristiques des risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité.</p> <p>L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.</p> <p>Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un état des stocks référençant les produits, substances ou mélanges dangereux. Le lieu d'entreposage est bien mentionné, par zone, ainsi que la nature des dangers avec les rubriques de la nomenclature correspondantes et les quantités présentes.</p> <p>Les fiches de données de sécurité sont stockées informatiquement sur un réseau extérieur au site. Les FDS restent accessibles même en cas de coupure d'électricité. Dans ce cas, des groupes électrogènes prennent le relai. Le réseau informatique est doublé sur la base. Les documents sont alors accessibles même en cas de situation dégradée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### **N° 5 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Infrastructures et installations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>À proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque cellule.</p> <p>[...]</p> <p>Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p> <p>Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ce mur et ces portes sont de degré coupe-feu 2 heures.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière vérification des installations électriques a été faite par l'APAVE du 04.08.2025 au 14.08.2025.</p> <p>2 non-conformités sont notées pour les armoires et coffrets électriques situées dans les différents bâtiments.</p> <p>Dans le bâtiment 11, 12 non-conformités ont été relevées. La majorité concerne des défauts</p>

<p>de prises de courant. 2 non-conformités concernent le local TGBT :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• identification incomplète du ou des circuits,</li> <li>• contenu incomplet ou erroné sur le schéma électrique.</li> </ul> <p>Dans le bâtiment 12, 6 non-conformités ont été mentionnées. Les éléments non-conformes concernés sont différents.</p> <p>Dans le bâtiment 1, 5 non-conformités ont été signalées dont une absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités. Les autres éléments concernés sont différents.</p> <p>Dans le bâtiment 2, 5 non-conformités ont été relevées. Idem aux bâtiments 12 et 1.</p> <p>1 non-conformité concernant une entrée de câble défectueuse sur la prise de courant du convecteur dans le bâtiment 3 a été détectée.</p> <p>Dans le bâtiment 4, 4 non-conformités d'éléments différents ont été mentionnées.</p> <p>Dans le bâtiment 6, 6 non-conformités d'éléments différents ont été découvertes.</p> <p>9 non-conformités ont été découvertes dans le bâtiment 10. Les éléments identifiés diffèrent.</p> <p>1 non-conformité a été relevé respectivement dans le chapiteau, le bâtiment 7 (hangar de stockage) et le bâtiment 8 (hangar de stockage).</p> <p>Au 10 février 2026, 42 non-conformités ont été levées. Elles sont tracées en interne.</p> <p>Les travaux se poursuivent pour lever les dernières non-conformités.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fait le nécessaire pour lever dans les meilleurs délais les non-conformités restant parmi celles mentionnées dans le dernier contrôle annuelle.</p> <p><b>Pour en justifier, l'exploitant transmet à l'inspection :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un échéancier de traitement de l'ensemble des non conformités restant, <u>sous 15 jours</u></li> <li>• le relevé des travaux faits permettant de lever les non-conformités,</li> <li>• le rapport du bureau de contrôle des vérifications électriques pour 2026.</li> </ul> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, demande de justificatif à l'exploitant</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>
---

## N° 6 : Désenfumage dans la chaufferie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/11/2016, article 9.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives relatives à un bâtiment ou partie d'un bâtiment*
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, DENFC, tels que prévus au sein de l'article 11.1.IV de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 sont mis en place dans un délai de 6 mois à compter de la notification de cet arrêté.</p> <p><u>Constats de l'inspection du 22.10.2020 :</u></p> <p>« Absence d'exutoire de fumées dans la chaufferie.</p> <p>L'exploitant envisage de mettre en place en partie haute des dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie.</p> <p>L'exploitant met en place des exutoires de fumées dans la chaufferie. »</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Un volet d'extraction a été mis en place sur la partie haute de la façade sud du bâtiment, car il était impossible de le mettre au plafond pour des raisons techniques et du coût des travaux par rapport à une installation en façade. Une grille, en partie basse à l'opposé du local, permet une circulation en cas d'activation du dispositif de désenfumage.</p> <p>Le système est à déclenchement automatique avec système de détecteurs de fumée au plafond.</p>

Le système est commandable aussi manuellement. Les commandes sont facilement accessibles depuis la seule issue de la chaufferie.

Ce local n'est pas équipé de système d'extinction automatique.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Afin de s'assurer que les dimensions de l'exutoire sont conformes, l'exploitant fournit à l'inspection un document attestant de la surface du dispositif d'évacuation ainsi qu'un plan du local sur lequel sont mentionnées les dimensions et surface. Le dispositif ne peut pas être inférieur à 2 % de la surface au sol du local à désenfumer.

L'exploitant fournit aussi les caractéristiques techniques en référence au point IV de l'article 11.1 de l'arrêté ministériel du 01.06.2015.

**Type de suites proposées :** Avec suite

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 7 : Origine approvisionnement en eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/11/2016, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion eaux

**Prescription contrôlée :**

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :

Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal
1 - Forage "atelier" pour alimentation des auto-laveuses code BBS Lambert 93 : E = 481 995 - N = 6 523 568 code NGF : 94 m - p = 12 m aquifère : Kimméridgien inférieur débit : 10 m <sup>3</sup> /h	Forages : < 50 m <sup>3</sup> /an  [...]
2 - Forage nord ouest pour alimentation de la réserve incendie code BBS Lambert 93 : E = 481 950 - N = 6 523 796 code NGF : 94 m - p = 9,5 m aquifère : Kimméridgien inférieur débit : 5 m <sup>3</sup> /h	
[...]	

**Constats :**

L'exploitant a prélevé 627 m<sup>3</sup> d'eau des forages en 2025.

Sur cette quantité, 560 m<sup>3</sup> ont servi à remplir une réserve incendie et 67 m<sup>3</sup> pour le nettoyage des engins de la plateforme. Aucun prélèvement pour la réserve incendie n'a été pompé en 2024.

Ainsi, en 2025, l'évaporation de la réserve à ciel ouvert a entraîné cette consommation au cours de l'année afin de maintenir le niveau.

En 2023, l'exploitant a prélevé 590 m<sup>3</sup> pour la réserve incendie et 135 m<sup>3</sup> en 2022.

Quant à la consommation pour le nettoyage des engins et véhicules de la plateforme, les prélèvements les années précédentes sont les suivants :

- 78 m<sup>3</sup> en 2024,
- 45 m<sup>3</sup> en 2023,
- 44 m<sup>3</sup> en 2022.

L'inspection a rappelé que l'exploitant, en dehors des moyens de lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, ne peut prélever qu'une quantité inférieure à 50 m<sup>3</sup>/an dans les deux forages



cumulés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit réduire sa consommation d'eau provenant des deux forages. L'exploitant transmettra, début juillet 2026, les relevés des compteurs des deux forages avec les index de 2025 et de fin juin 2026 en précisant une éventuelle consommation pour les moyens de lutte contre un incendie. <b>Afin de réduire le prélèvement en deçà de la limite fixée, l'exploitant met en œuvre si besoin un recyclage de l'eau de nettoyage. Il en rend compte à l'inspection des installations classées.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

## N° 8 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2016, articles 5 et 6

Thème(s) : Risques chroniques, Type d'effluents

Prescription contrôlée :

Article 5 :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Nature des effluents	Eaux domestiques + lavage de sol	Aire de distribution de carburant	Eaux pluviales voirie	Eaux pluviales de toiture
Traitement avant rejet	Station d'épuration biologique enterrée	Déboureur séparateur à HC	Déboureur séparateur à HC	///
Milieu naturel récepteur	Fossé périphérique du site	Fossé périphérique du site	Fossé à l'Est du site	Récupération en bassin d'infiltration à l'Est du site
Point de rejet vers le milieu	Fossé côté Est du site, coordonnées (Lambert 93) : E = 482509 – N = 652357			

Article 6 :

Sur une surface totale de terrain de 269.168 m<sup>2</sup>, les aménagements sont les suivants :

- surface bâtie : 77 411 m<sup>2</sup>
- zones imperméabilisées : 98 640 m<sup>2</sup>
- espaces verts : 93 117 m<sup>2</sup>.

Les eaux pluviales de voiries et de toiture sont collectées dans 2 réseaux séparés.
Les eaux pluviales de voiries passent dans des décanteurs séparateurs à hydrocarbures. En sortie, la concentration en hydrocarbures est inférieure à 5 mg/l. Une analyse est réalisée une fois par an dans les conditions normalisées et les résultats sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Des bassins d'un volume total de 7 375 m<sup>3</sup> sont installés en aval du site afin de réguler le débit d'eaux pluviales à une valeur inférieure à 3 l/s/ha.
L'ensemble des aménagements est réalisé dans un délai de 6 mois (donc avant fin mai 2017 - NDIC).

Constats :

L'exploitant présente un plan sur lequel les deux réseaux d'eaux pluviales sont matérialisés et sont

<p>séparés.</p> <p>Le laboratoire départemental de la Charente a procédé à une analyse en sortie de séparateur d'hydrocarbures pour le traitement des eaux pluviales de voirie le 31 janvier 2025 et a déterminé une quantité inférieure à 0,1 mg/l pour un seuil à 5 mg/l.</p> <p>Le laboratoire doit revenir sur site courant de la semaine 6 pour faire l'analyse annuelle.</p> <p>L'analyse en sortie du séparateur d'hydrocarbures pour le traitement des eaux pluviales ruisselantes sur l'aire de distribution de carburant n'a pas été présentée.</p> <p>Deux bassins de récupération des eaux pluviales de voirie sont présents à l'est du site. Le premier, imperméable, a un volume de 4 075 m<sup>3</sup>. Il se déverse par trop plein dans un second bassin naturel d'un volume de 3 300 m<sup>3</sup>. C'est un bassin d'infiltration. Ces deux receveurs correspondent aux 7 375 m<sup>3</sup> de bassin de la prescription.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection l'analyse prévue début 2026 en sortie des séparateurs hydrocarbures traitant les eaux pluviales de voiries mais aussi concernant l'aire de distribution du carburant faite par le laboratoire départemental de la Charente.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 9 : Protection contre la foudre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 7.2.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Infrastructures et installations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral du 04.08.2011 :</u></p> <p>[...]</p> <p>L'entrepôt est équipé d'une installation contre la foudre conforme aux normes NFC 17 100 et NFC 17 102.</p> <p><u>Article 21 de l'arrêté ministériel du 04.10.2010 :</u></p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après l'installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>[...]</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification annuelle des dispositifs de protection concernés et réalisée, dans un délai maximum d'un mois "après un impact de foudre", par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois "après la vérification".</p> <p><u>Article 22 de l'arrêté ministériel du 04.10.2010 :</u></p> <p>L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérification.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'entrepôt est bien équipé d'une installation de protection contre la foudre. 8 paratonnerres sont en place.</p>

<p>La dernière vérification annuelle faite par RG CONSULTANT le 4 décembre 2025 et apporte les éléments ci-dessous.</p> <p>Aucun impact n'a été compté sur les paratonnerres depuis la vérification précédente.</p> <p>En raison des modifications apportées à certains bâtiments, l'installation extérieure de protection contre la foudre (IEPF) ne répond pas aux exigences de la norme. Une nouvelle analyse du risque foudre, une étude technique et une notice de vérification et de maintenance ont été établies.</p> <p>Le rapport de vérification 2025 a été fait sur la base de l'ancienne étude technique.</p> <p>Suite aux travaux sur l'entrepôt (extension du local de charge), la descente du paratonnerre n° 4 a été démontée puis remontée sans ses attaches réglementaires, car il est possible que le paratonnerre soit déplacé suite à la nouvelle étude.</p> <p>Par contre, l'installation intérieure de protection contre la foudre (IIPF) répond aux exigences de la norme.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection la nouvelle étude technique foudre accompagnée de l'analyse du risque de foudre en fournissant un échéancier si des modifications d'équipements de protection foudre doivent être réalisées.</p> <p><b>À défaut, une mise en demeure sera proposée au préfet par application de l'article L.171-8 du code de l'environnement.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 10 : Plan d'opération interne

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 7.5.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant établit un plan d'opération interne.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation du nouvel entrepôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie, par mise en œuvre du plan d'opération interne. Celui-ci est renouvelé tous les deux ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le POI est en cours de révision avec le bureau d'études APAVE. Il est au stade de la validation.</p> <p>Le dossier mis à jour a été transmis au SDIS 16 pour validation. Ce service ne s'est pas prononcé, à date.</p> <p>Aucun exercice de défense incendie n'a été fait sur le site depuis plusieurs années.</p> <p>Un exercice est programmé et sera pratiqué après validation interne du nouveau POI.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant transmet à l'inspection le nouveau POI, sous 1 mois.</b></p> <p>Un exercice incendie est à programmer et à faire au cours du premier semestre 2026. L'exploitant informe l'inspection de la mise en pratique de cet exercice et lui rend compte de son résultat.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

**N° 11 : Ressources en eau et mousse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose a minima de : <ul style="list-style-type: none"><li>• de poteaux incendie alimentés par 3 réserves de 1 100 m<sup>3</sup>, 500 m<sup>3</sup> et 780 m<sup>3</sup> ;</li><li>• de robinets d'incendie armé, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel ;</li><li>• des extincteurs en nombre et qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets;</li><li>• un système d'extinction automatique d'incendie sur l'ensemble des bâtiments de stockage, conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux normes en vigueur.</li></ul> <p>Le réseau est maillé et comporte des vannes en barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.</p> <p>L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les poteaux incendies sont reliés à la réserve incendie de 800 m<sup>3</sup> sous forme de cuve aérienne.</p> <p>Les RIA et le sprinklage sont reliés à 2 réserves incendie de 1 160 m<sup>3</sup> chacune sous forme de cuve aérienne.</p> <p>Il y a aussi deux réserves incendie de 1 000 m<sup>3</sup> chacune équipées de système de branchement pour les pompiers.</p> <p>Le réseau est équipé de vannes de barrage afin d'isoler la section en cas de rupture.</p> <p>La base logistique forme tout le personnel à l'utilisation des moyens de lutte contre un incendie (extincteurs, RIA). La mise à jour des formations se fait au rythme d'un quart du personnel par an. L'exploitant estime ne pas avoir besoin d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques incendies puisque tout le monde est apte à intervenir. Ce n'est pas ce que prescrit l'arrêté préfectoral.</p> <p>Les moyens de lutte contre un incendie en place sur le site ne correspondent plus à ce qui est prescrit dans l'arrêté préfectoral de 2011.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit définir une équipe de première intervention opérationnelle aux horaires de fonctionnement du site.</p> <p>Comme les moyens de lutte contre un incendie ne sont pas en cohérence avec la documentation administrative et la situation sur le site, l'exploitant doit produire un porter-à-connaissance afin de mettre à jour l'arrêté préfectoral.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 12 : Dispositions constructives relatives à une partie d'un bâtiment abritant au moins un liquide relevant de la rubrique 4331**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/11/2016, article 9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La cellule de bâtiment abritant les liquides inflammables relevant de la rubrique 4331 a une surface maximale égale de 6700 m².</p> <p>Elle sera équipée d'un système d'extinction par mousse haut foisonnement sur la partie de stockage des liquides inflammables.</p> <p>Un compartimentage de la cellule entre les liquides inflammables et les autres matières combustibles stockées est matérialisé par une cloison en bardage incombustible, avec présence d'une partie haute grillagée.</p> <p>Le bardage doit monter au minimum jusqu'en haut de la dernière palette stockée et les portes doivent être incombustibles.</p> <p>[...]</p> <p>Le renforcement du mur coupe-feu des cellules 6 et 7 est réalisé par flocage de la structure et calfeutrement des passages des câbles et canalisations.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les cellules 6 et 7 sont devenues les cellules 7 et 7bis.</p> <p>Les dimensions du bâtiment rendent la mesure difficile de la surface au sol de la cellule 7 contenant les liquides inflammables. Une vérification sur plan doit être faite.</p> <p>Cette cellule est équipée d'un système d'extinction par mousse haut foisonnement.</p> <p>Elle est séparée de la cellule voisine (7bis) contenant des mélanges dangereux par un bardage métallique montant jusqu'à la charpente. Les portes piétonnes sont coupe-feu 30 minutes et la porte de passage du chariot élévateur est coupe-feu 2 heures.</p> <p>Le mur, de degré coupe-feu 2 h, est renforcé par un flocage que l'on retrouve aussi au niveau du passage des gaines et canalisations à travers le mur avec la cellule voisine.</p> <p>Une mise à jour de la numérotation des cellules est nécessaire.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Afin de s'assurer que la cellule contenant les liquides inflammables soit de dimension réglementaire, l'exploitant transmet à l'inspection un plan de la cellule contenant les liquides inflammables avec les dimensions cotées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 13 : Eaux d'incendie - confinement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/11/2016, article 7.4.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce dispositif peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées doivent, de manière gravitaire, être collectées puis converger vers une capacité spécifique extérieure au bâtiment. Les orifices d'écoulement doivent être munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. Tout moyen doit être mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé notamment au vu de l'étude ALMA de février 2016 jointe au dossier d'enregistrement de février 2016, suivant la règle D9A. Ce volume de</p>

<p>rétenion des eaux d'incendie est d'au moins 4 075 m<sup>3</sup>.</p> <p>La cellule 6 possède également une rétenion déportée spécifique d'un volume de 985 m<sup>3</sup>.</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site.</p> <p>Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La cellule 7 (anciennement cellule 6 mentionnée dans la prescription) est elle-même sur rétenion déportée. La cuve est enterrée.</p> <p>Le volume de la rétenion déportée de la cellule 7 (liquide inflammable) n'a pas été justifiée par l'exploitant.</p> <p>Une pompe permet de relever l'eau d'extinction incendie vers la cuve prévue à cet effet. La pompe est testée une fois par mois.</p> <p>Deux bassins spécifiques sont prévus pour récupérer les eaux d'extinction incendie. Ils sont équipés d'un système d'obturation par vannes commandées à distance (mais aussi manuelle en cas de défaillance de la commande) et testées une fois par mois.</p> <p>Il en est de même pour le réseau enterré de récupération des eaux d'extinction. L'étude ALMA de février 2016 fait état que le réseau enterré et le stockage sur voirie n'ont pas la capacité suffisante pour contenir les eaux d'extinction incendie en raison d'une capacité de 1 480 m<sup>3</sup>. Le calcul D9A conclut à une rétenion de 4 075 m<sup>3</sup> Il était alors préconisé de créer un bassin de rétenion de volume équivalent au calcul D9A pour prendre en charge les eaux d'extinction incendie. Ce bassin n'est pas à confondre avec celui des eaux pluviales de voirie de volume identique.</p> <p>Les consignes de fonctionnement et d'entretien sont faites mais elles ne sont pas affichées sur place.</p> <p>Une mise à jour de la numérotation des cellules est nécessaire.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place les consignes de fonctionnement et d'entretien des vannes des systèmes d'obturation aux boîtiers de commande mais aussi au niveau de la vanne elle-même en cas de manipulation manuelle.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection de la mise en place des affichages en transmettant des photographies respectives.</p> <p>L'exploitant précise à l'inspection de quelle manière la pompe de relevage fonctionne pour transférer les eaux d'extinction incendie de la cellule 7 dans la cuve enterrée en cas de coupure d'électricité.</p> <p>L'exploitant justifie auprès de l'inspection la raison pour laquelle ce bassin de 4 075 m<sup>3</sup> n'est pas créé. Si la capacité de rétenion de ces eaux d'extinction ne correspond pas au volume calculé dans le D9A, l'exploitant doit mettre en place ce bassin de rétenion des eaux d'extinction. L'exploitant informe l'inspection de l'échéancier de travaux.</p> <p><b>Il est rappelé que l'absence du volume nécessaire pour contenir les eaux d'extinction est susceptible de relever des dispositions du I de l'article L.171-8 du code de l'environnement, à savoir que l'inspection se verra dans l'obligation de proposer à Monsieur le préfet de mettre l'exploitant en demeure de le faire.</b></p> <p>L'exploitant doit inclure dans le porter-à-connaissance, une mise à jour de la numérotation des cellules des différents entrepôts ainsi que des zones d'activité extérieure.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant – Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>